



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 09/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CEPE DE MARSANNE**

Zone Industrielle de Courtine  
330 rue Mourelet  
84000 Avignon

Références : 20241009-RAP-DAEN0940  
Code AIOT : 0006112592

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement CEPE DE MARSANNE implanté Forêt de Marsanne 26740 Marsanne. L'inspection a été annoncée le 23/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CEPE DE MARSANNE
- Forêt de Marsanne 26740 Marsanne
- Code AIOT : 0006112592
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le propriétaire de la société du parc éolien (CEPE MARSANNE) est Elios Energy 3 France S.A.S (liée à la société OCTOPUS RENEWABLES (Grande-Bretagne)).

Les caractéristiques du parc sont :

N° du Permis de construire et date : PC2617604M0020 du 29 mars 2006

Mise en Service : le 22 mai 2008

Exploitant : CEPE DE MARSANNE (maintenance : Groupe RES)

Puissance du parc : 12 MW

Fabricant : VESTAS V80/2000

6 éoliennes de 2 MW unitaire

Hauteur de mâts de 67 mètres (moyeu).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2-II	Sans objet
2	Réduction des impacts faune/flore en amont travaux	Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.1.1.	Sans objet
3	Réduction des impacts faune/flore pendant travaux	Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.1.2.	Sans objet
4	Suivi par un écologue	Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.1.3.1.	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant réalise bien son défrichement en période d'activité plus faible concernant la biodiversité (automne).

Conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2022, l'exploitant fait appel à un écologue pour encadrer ces travaux : réunions de calage avec l'entreprise en charge des travaux forestiers, balisage des emprises nécessaires et des zones sensibles de biodiversité (arbres avec micro-habitats).

Dans les arbres à enjeux (à cavité) une recherche de l'occupation par des individus d'espèces protégées a été opérée.

En cas d'absence, une obturation des cavités a été réalisée.

À noter que 4 arbres ont montré la présence de Loirs Gris. Ces arbres seront abattus après le départ de cette espèce (courant octobre).

Tous les arbres ont été balisés.

Les arbres morts, favorables aux insectes saproxyliques seront mis sur le côté, en périphérie de la zone d'emprise de défrichement.

Concernant OREOL (plate-forme officielle nationale de recensement des parcs éoliens), l'exploitant a re-publié sa déclaration suite aux corrections apportées post-inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration OREOL

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2-II.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration OREOL
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes :  <ul style="list-style-type: none"><li>- le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ;</li><li>- le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ;</li><li>- la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ;</li><li>- la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;</li><li>- le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ;</li><li>- la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs.</li></ul> Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.
<b>Constats :</b>  La société a renseigné une déclaration OREOL qui nécessitait quelques corrections. Les éléments suivants ont été corrigés post-inspection par l'exploitant :  Dans l'onglet "Dates clefs du parc initial", il a été supprimé le dépôt en 2020 d'une modification « notable et non-substantielle » qui ne correspondait pas au cas de ce parc éolien. Dans l'onglet "Dates clefs du renouvellement 1" le type de renouvellement a été changé en "substantiel" (et pas "notable" car un nouveau dossier complet a été instruit pour ce renouvellement). La date de délivrance de l'avis de l'Autorité Environnementale au 3 décembre 2021 a été renseignée.  Pour finaliser l'opération la déclaration a été re-publiée sur OREOL par l'exploitant.  Note de l'inspection : Il conviendra de remplir la future date de démantèlement du parc initial dans l'onglet "Dates clefs du parc initial" dès qu'elle sera connue, et aussi la future date d'ouverture de chantier et future date de mise en service du parc renouvelé dans l'onglet "Dates clefs du renouvellement 1".
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Réduction des impacts faune/flore en amont travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réduction des impacts faune/flore en amont travaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise préalablement à l'ouverture de chantier un balisage des emprises strictement nécessaires au projet et des zones sensibles. Les micro-habitats identifiés à proximité des zones d'emprise, comme localisés sur la cartographie en annexe I, sont balisés afin d'éviter leur destruction. Cela concerne 2 arbres autour de l'éolienne T1, 1 arbre autour de l'éolienne T2, 5 arbres autour de l'éolienne T3, 1 arbre autour de l'éolienne T4 et 2 arbres autour des éoliennes T5 et T6.  [...]
<b>Constats :</b>  Un géomètre a délimité les périmètres de travaux du parc renouvelé par piquetage.  L'écologue de la société EXEN a procédé, dans les limites fixées par les piquets, à un marquage des arbres à abattre (marquage d'un point orange). L'entreprise en charge des travaux a été informée de ces éléments en amont et le jour de l'inspection (le défrichage a débuté le jour de l'inspection).  L'exploitant déclare que conformément à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2022 (localisation des arbres à mettre en défens) : les 2 arbres autour de l'éolienne T1, l'arbre autour de l'éolienne T2, les 5 arbres autour de l'éolienne T3, l'arbre autour de l'éolienne T4 et les 2 arbres autour des éoliennes T5 et T6 sont en dehors du piquetage (localisation rendue possible sur un SIG avec repérage de chaque arbre concerné par un micro-habitat) et n'ont pas de marquage orange. Ils seront donc préservés de la destruction. L'arbre M9, à proximité de T3, est au sol, mort, et sera déplacé.  Concernant les travaux à venir de passage de câble entre la future éolienne 3 et 6, le balisage des arbres concernés (M20 à M29) à l'annexe 1 sera réalisé ultérieurement par la société EXEN (automne 2025).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Réduction des impacts faune/flore pendant travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réduction des impacts faune/flore pendant travaux
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Afin de limiter l'impact du projet sur la biodiversité, les travaux impactants comme le défrichement, le déboisement, le décapage, la destruction des fondations, le terrassement des pistes et plate-formes, les tranchées réseaux, le creusement des fondations et le coulage des fondations sont réalisés entre le 1er septembre et le 1er mars. Ces travaux peuvent être réalisés entre le 15 août et le 1er septembre ou entre le 1er mars et le 15 mars sous réserve de l'accord de l'écologue.</p> <p>Tous travaux impactants envisagés en dehors de ces périodes doivent faire l'objet d'une demande anticipée et d'un accord auprès la DREAL Auvergne Rhône-Alpes (pôle préservation des milieux et des espèces ).</p> <p>Les travaux de finition des pistes et aménagements (ajout de grave) peuvent avoir lieu toute l'année, une fois le décapage réalisé.</p> <p>Le démontage des éléments des éoliennes et le levage des éléments des éoliennes peuvent être réalisés toute l'année.</p> <p>Les travaux d'entretien des pistes et des plateformes peuvent être réalisés toute l'année sous réserve de l'accord de l'écologue.</p> <p>Pour limiter les dérangements sur les chauves-souris, les travaux de nuit sont interdits.</p> <p>Une vérification de l'absence de fréquentation des micro-habitats de chauve-souris avant l'abatage d'arbres est réalisé. L'écologue bouche les cavités afin d'éviter que les espèces soient présentes lors de la coupe de l'arbre. Si une espèce protégée occupe une cavité, en fonction du diagnostic de la fonctionnalité de la cavité, de la phénologie des espèces concernées, du stade d'avancement de cette phénologie, des mesures appropriées permettant de garantir l'évitement de toute destruction d'individu et la poursuite à terme de la fonction d'habitat le cas échéant sont mises en place.</p> <p>En cas d'envol de poussières significatifs à l'occasion de travaux réalisés en période sèche, les accès sont humidifiés.</p> <p>Les éventuelles ornières créées au niveau des chemins forestiers utilisés par les engins sont rebouchées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les travaux de défrichement ont démarré le jour de l'inspection (24/09/2024), conformément à la période prescrite dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>L'exploitant déclare qu'il n'y a pas de travaux de nuit pour le défrichement en cours.</p> <p>Concernant la vérification de l'absence de fréquentation des micro-habitats de chauve-souris avant l'abatage d'arbres l'exploitant a fait parvenir deux comptes-rendus de visite réalisés par la société EXEN.</p> <p><b>Une opération a eu lieu le 29 août 2024 :</b></p>

#### Objectifs :

- Inspecter les microhabitats mis en évidence lors de l'étude IBP (Indice de biodiversité potentielle) de 2021 et les inspecter pour vérifier la présence / absence d'individus d'espèces protégées ;
- Localiser les nouveaux arbres à enjeux pour la faune cavicole ;
- Vérification des virages à améliorer ;
- Obstruer l'entrée des cavités inoccupées de façon à les rendre hors d'usage pour la faune en attendant le déboisement.

#### Méthodes utilisés :

- Accès aux microhabitats par ascension sur corde ou échelle sécurisée (selon la hauteur dans l'arbre) - un fil nylon est laissé sur place pour les arbres concernés (explications ci-après) ;
- Inspection des cavités à l'aide d'un endoscope ;
- Obstruction des cavités à l'aide de patches de bâche en nylon agrafés autour des entrées.

L'inspection a pu constater sur ce compte-rendu que les arbres concernés par une vérification avant destruction ont bien été inspectés (M2, M5, M7, M13, M14 et 15 sur l'annexe 1).

Sur ces 6 arbres, 4 sont favorables aux insectes saproxyliques (arbres morts), il est demandé à la société en charge des travaux forestiers de déplacer les arbres morts à l'extérieur de la zone à défricher pour conserver ce micro-habitat.

L'arbre M9 qui est au sol, mort, sera déplacé, car il est également favorable aux insectes saproxyliques.

Par ailleurs, il est relevé que 4 nouveaux arbres à microhabitat ont été détectés en 2024 : M32 à M35.

L'ensemble des cavités recensées durant le suivi IBP 2021 étaient inoccupées et ont pu être obstruées de façon à empêcher leur utilisation par la faune en attendant le déboisement, et ainsi, éviter toute destruction d'individus d'espèces protégées au moment de la coupe.

Les 4 nouvelles cavités ont montré pour trois d'entre elles (M32, M33, M35) qu'elles étaient occupées par au moins un Loir gris [statut LC], espèce dont la saison de reproduction s'étend jusqu'à la fin septembre. Tout laisse à penser que les loges abritent une portée. La cavité M34 a quant à elle été bouchée puisqu'elle était inoccupée afin d'éviter toute destruction d'individus d'espèces protégées au moment de la coupe.

#### Préconisations (suivies par l'exploitant) :

La saison de reproduction du Loir gris s'étend de juin à septembre et compte une à 2 portées dont les jeunes s'émancipent à 2 mois. Les travaux de déboisement pourront alors s'organiser suivant le planning initial, sans toutefois abattre les arbres contenant M32, M33 et M35. Ceux-ci ont été marqués -de façon à le repérer facilement et à le préserver en attendant que la loge soit vide.

Une nouvelle vérification aura lieu début octobre et aura pour but de vérifier l'absence de tout individu dans la loge qui sera immédiatement obstruée. Les arbres pourront être coupés dès le lendemain.

**Une deuxième opération a eu lieu le 20 septembre 2024 :**

**Objectifs :**

- Baliser les microhabitats mis en évidence lors de la visite du 29 août 2024
- Vérifier les entrées obturées des cavités.

**Réalisation :**

L'ensemble des arbres à cavités ou à micro-habitats qui se trouve au sein de l'emprise de défrichage ont été balisés avec de la peinture et de la rubalise. Le micro-habitats M33 qui avait été obturé lors de la précédente visite a été réouvert probablement par un loir.

**Préconisations (suivies par l'exploitant) :**

Les arbres accueillant des loirs seront préservés et laissés sur pied en attendant que la loge soit désertée. Les arbres concernés sont M32, MM33, M34 et M35.

Les arbres morts et déprisant favorables aux insectes saproxyliques (M5, M7, M9, M13 et M15) seront déplacés en un seul tenant ou en grands morceaux en périphérie de la zone d'emprise de défrichage.

Par échantillonnage, l'inspection a pu constater sur le terrain que les arbres suivants avaient été marqués et balisés : M2, M5, M9 et M32 à 35.

En complément, des photos sont disponibles dans les comptes-rendus EXEN pour notamment M7, M13 et M15.

**Type de suites proposées :** Sans suite



#### N° 4 : Suivi par un écologue

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.1.3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi par un écologue
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un écologue est chargé de contrôler la bonne réalisation du chantier et des mesures à mettre en place par des visites de chantier. Des comptes-rendus sont réalisés suite à ces visites et transmis à la DREAL Auvergne Rhône-Alpes (pôle préservation des milieux et des espèces) au plus tard un mois après chaque visite.  L'écologue est présent lors des différentes étapes du projet et assure les missions suivantes :  1/ Phase préliminaire : (avant le démarrage des travaux) : rédaction du cahier des prescriptions écologiques à destination des entreprises en charge des travaux, localisation des enjeux à baliser l'année des travaux.  2/ Phase de calage : les journées de calage ont pour but de préciser sur le terrain, avec le ou les responsables de chantier, la localisation des mesures d'atténuation, d'expliquer les raisons ainsi que les moyens à mettre en place pour les mener à bien.  3/ Phase chantier : lors de la phase de travaux, des visites de contrôle sont effectuées pour s'assurer du bon respect des préconisations. Ces visites sont réalisées notamment lors des phases critiques du chantier tels que le terrassement. L'écologue suit la bonne mise en œuvre des mesures d'atténuation d'impacts prévues. Le nombre de visites de chantier est en moyenne de 2 par mois sur la durée du chantier.  4/ Phase post chantier : à la fin du chantier, une visite de contrôle du site est réalisée. En cas de pollution accidentelle ou par un apport conséquent de matières en suspension, le maître d'ouvrage procède à la restauration du milieu et/ou à une renaturation du site touché.
<b>Constats :</b>  L'écologue en charge du suivi de chantier fait partie de la société EXEN. Des comptes-rendus sont réalisés (cf. ci-avant) et ont été envoyé à l'inspection ainsi qu'au pôle préservation des milieux et des espèces de la DREAL AURA.  Cette société a établi les règles et enjeux à respecter pour le défrichement (décrits dans les rapports). Un repérage géolocalisé des arbres a été constaté sur site sur un SIG renseigné par la société EXEN (consultation sur un téléphone portable).  Le jour de l'inspection correspondait à une phase de calage. Il a été constaté que l'écologue a précisé sur le terrain, avec le responsable des travaux forestiers, la localisation des arbres et les opérations à réaliser (à abattre, à conserver, à déplacer). Il est déclaré que des visites de contrôle ultérieures concernant le défrichement sont programmées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite